

Que va-t-il se passer ?

Jamais situation politique n'aura été aussi calme au Tchad. Ce calme annonce-t-il la tempête? Nous espérons bien que non. Mais une fois de plus, la balle est dans le camp de IDI. En effet, jamais circonstance n'aura été aussi favorable pour ramener définitivement la paix dans notre pays. Les mots "dialogue" et "négociation" ont nettement pris le pas sur la guerre, qu'il s'agisse de la guerre froide qui a régné entre l'opposition dite démocratique et le pouvoir. Ce dernier a toujours boudé les appels du pied de celle-là qui n'a eu de cesse que de réclamer déjà en mai 2004 un dialogue à travers un mémorandum! Le pouvoir est resté sourd jusqu'à organiser une présidentielle, sans véritable enjeu, qui a abouti au maintien de IDI dans les conditions que l'on sait. Les protagonistes discutent depuis trois mois et sont sur le point de conclure un accord.

Quant à l'opposition armée, elle a déposé l'arme au pied depuis des mois avant d'engager des discussions avec le pouvoir à Tripoli. Discussions, qui comme l'on pouvait s'y attendre, ont commencé dans une atmosphère tendue au début pour se poursuivre dans un climat plus apaisé, chacun ayant revu ses prétentions à la baisse.

Il est aujourd'hui certain qu'Idriss Déby se maintiendra à la tête de l'Etat, puisque ni les partis politiques ni les politico-militaires n'en font plus un préalable. Une année s'est écoulée depuis la présidentielle, c'est désormais un fait accompli, ici comme ailleurs en Afrique. Reste l'essentiel, c'est l'avenir du Tchad. Un avenir bien hypothéqué par une gestion calamiteuse du pays par le Chef de l'Etat qui doit en tirer les conséquences. Apparemment, IDI ne fait pas cette analyse puisque lui et les siens s'accrochent aux prérogatives, attribuées par la Constitution et dont il s'est servi pour nous conduire où nous sommes. Maintenir IDI à son poste avec les mêmes prérogatives revient à accélérer notre descente aux enfers. Il est acquis que IDI ne pourra jamais changer les choses de son propre chef. La preuve: il est à son poste depuis dix sept ans. Il a changé dix fois de Premiers ministres sans aucune amélioration des choses. On peut donc se demander si le problème n'est pas ailleurs.

Si ses adversaires ont fait des concessions en renonçant à exiger son départ du château, il appartient aujourd'hui à IDI de faire le pas qui reste pour sauver le pays. Il doit humblement accepter de reconnaître que son bilan est totalement négatif afin d'ouvrir la voie à une expérience qui puisse sortir le pays de l'ornière. En effet, si IDI doit rester où il est avec les mêmes prérogatives et les mêmes méthodes de gestion, la déconfiture totale du pays est assurée. On ne peut pas, dans ces conditions, imaginer un seul instant que les aménagements apportés pour créer les conditions pour la tenue d'élections crédibles, justes et transparentes puissent y changer grand chose. Ces élections ne serviront à rien dans la mesure où le pays sera totalement par terre, et le nouveau pouvoir aura d'énormes difficultés à régler tous les problèmes qui sont en fait des bombes qu'aura laissées la gestion de IDI.

La situation actuelle requiert une paix de braves. L'opposition a fait le premier pas, il reste à IDI de faire le second en considérant les choses telles qu'elles se présentent. C'est le prix à payer pour sauver le pays.

La Rédaction.

Synapgref toujours en grève



SANTÉ PUBLIQUE

Le système de santé au Tchad est en déliquescence. C'est le constat du ministre de la Santé publique, le Pr Avocksouma Djona Achenémou, qui compte le redresser par la mise en oeuvre d'un plan d'urgence de 18 mois. Ce, à deux conditions: les détournement dans ce secteur doivent cesser et l'Etat doit lui allouer un budget conséquent au lieu de cette part incongrue des 3% du budget national 2007. Lire P 5& 6.